



Bulletin élaboré  
par des travailleurs de  
RENAULT  
GRAND-COURONNE

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

# *l'étincelle*

Pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [etincelle.rouen@orange.fr](mailto:etincelle.rouen@orange.fr)

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Lundi 14 janvier 2013

## ***Ce n'est pas pour les intérêts du peuple malien, mais pour les trusts français qu'Hollande va-t-en guerre***

Tous les mensonges nous sont servis pour justifier la guerre où Hollande vient de s'engager au Mali.

Une opération préparée depuis quelques mois par l'envoi de cadres militaires sur place depuis août et l'acheminement de matériel et d'avions sur les bases françaises des pays voisins.

Certes, les bandes armées islamistes qui ont pris le contrôle du nord du Mali, y exercent leurs pillages et leur dictature sur les populations. Mais étaient-elles vraiment à deux doigts de conquérir Bamako ? Le fait que l'armée française ait lancé, en même temps que cette opération, un raid en Somalie pour tenter de libérer un agent des services secrets français retenu en otage depuis 3 ans, montre que le calendrier était fixé d'avance. Hollande savait qu'avec son offensive au Nord-Mali il risquait la vie des otages français prisonniers dans la région ; il aurait donc bien aimé une auréole de libérateur d'otage, du moins en Somalie. Fiasco : l'otage est mort.

***Mais le plus gros des mensonges est bien de prétendre que l'intervention française a pour but de sauver le peuple malien.***

La France s'engage au Mali pour la perpétuation de sa main mise sur le pays et de sa position dominante dans les pays de l'Ouest africain et de Centre-Afrique : pour le coton, l'or, le bois... et l'uranium dont Areva exploite les gisements du Niger voisin et une société française explore des gisements

maliens.

Cette guerre, qui a fait d'entrée des victimes civiles, pourrait bien se révéler longue, ruiner le pays plus qu'il ne l'est déjà. Qu'on en juge par ce qu'a apporté la guerre de Libye : un pays aujourd'hui en ruine, divisé, où règnent des bandes armées rivales, dominées en grande partie par des extrémistes religieux semblables à ceux que l'on se fait fort de combattre aujourd'hui au Mali.

On nous a montré à la télévision des manifestations de joie à Bamako de Maliens espérant en finir avec la division du pays, la ruine de l'économie, les pénuries, l'explosion des prix et les exodes de populations. On peut comprendre leurs espoirs, ou plutôt leurs illusions. Mais on a omis de nous montrer la manifestation de vendredi dernier, le jour même du début de la guerre, dans les rues de cette même ville de Bamako, de ceux qui disaient NON à l'intervention étrangère. Ils étaient moins nombreux, mais plus méfiants.

Ce n'est pas pour les intérêts du peuple malien que le gouvernement français a pris la tête de cette guerre. La situation catastrophique du Mali est en grande partie l'œuvre de la France, qui en pille depuis si longtemps les richesses. Tout en se payant le luxe de faire, en prime, travailler ici les immigrés maliens dans les travaux les plus durs, sans papiers et sans droits.

**Non à l'intervention militaire française !**

## ***Les patrons reçoivent leurs étrennes, sans l'accord des travailleurs !***

Alors que les vagues de licenciements se succèdent, les patrons se félicitent d'avoir signé un accord qui diminuerait leur « peur de l'embauche »... Ce que Hollande qualifie de « succès du dialogue social » est en fait une vraie machine de guerre contre les travailleurs.

L'accord vise à généraliser tous ces chantages à l'emploi déjà expérimentés dans différentes entreprises. Prétextant des difficultés économiques, les patrons pourront imposer à leurs salariés des

baisses de salaire, des fluctuations de la durée du travail et des mutations arbitraires. Une escroquerie légalisée qui leur permet de faire baisser les effectifs, sans même se soumettre aux quelques maigres conditions juridiques et financières d'un PSE.

La servilité des syndicats signataires est pitoyable et révoltante. La CGT et FO ont refusé de signer. Tant mieux car c'était la moindre des choses. Mais le vrai refus ne peut venir que d'une riposte collective de tous les travailleurs.

## **SURCAPACITE ORGANISEE**

Cela fait des mois que la direction de Renault pilonne sur le fait que les usines sont en surcapacité de production... A qui la faute d'ailleurs ?

Mais dans l'accord de « compétitivité » ce qui ressort le plus c'est la suppression les accords locaux sur les « 35 heures » pour récupérer des jours de RTT. Donc augmenter encore plus les surcapacités de production !

Ce plan en cache sûrement un autre.

## **NOS CONGES QUAND ON VEUT !**

A Couronne, avec l'accord « de compétitivité » cela va être de plus en plus dur de prendre ses congés aux périodes des beaux jours ou pendant les vacances scolaires ! Les journées de novembre n'ont pas la même valeur que celles de mai.

## **PAS A PART**

Dans la plupart des établissements Renault, des débrayages ont eu lieu et vont encore avoir lieu. Donc à Grand-Couronne, il va bien falloir montrer son mécontentement !

## **PAS TOUS ÉGAUX DEVANT LA CRISE**

La baisse des ventes de Renault, et de la plupart des généralistes, en France en 2012 n'est pas surprenante : les mesures d'austérité en Europe créent du chômage et appauvrissent les populations.

Les marques low cost (Dacia) ou celles qui cassent les prix (Chevrolet, Huynday-Kia) résistent le mieux. Et le haut de gamme progresse (Audi, BMW, Mercedes) : les riches ne connaissent pas la crise.

## **CLASSIQUE REVISITÉ**

Dans un communiqué, la direction justifie la suppression du CEF (Compte Epargne Formation) par le « retour » à « une approche classique » permettant « d'entériner la réalisation de la formation sur le temps de travail effectif. ».

Jusqu'à présent, le CEF était utilisé illégalement pour des formations nécessaires à la tenue du poste de travail, qui doivent obligatoirement être prises sur le temps de travail effectif. L'« approche classique » n'est donc rien d'autre que la loi.

## **VIVE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS**

La crise est l'occasion pour le patronat de passer à l'offensive partout en Europe, afin de

réduire la part versée aux salariés. Le secteur automobile est particulièrement visé depuis plusieurs années : accords dits de « compétitivité » (Sevelnord, Renault Espagne), suppressions d'emplois, fermetures de sites (PSA, Opel), flexibilité (BMW, Fiat, Nissan Sunderland, VW), diminution du salaire d'embauche et modération salariale (VW)... Le tout au nom d'une concurrence où les salariés sont les grands perdants.

Mais il y a une meilleure solution : faire front contre la flexibilité, contre l'austérité, pour le partage du travail et l'augmentation des salaires.

## **LE SECOND DE LA CLASSE**

Avec 13 millions d'euros en 2011 (9,9 de Nissan et 2,9 de Renault), Ghosn est le second patron le mieux payé du CAC40 selon Proxinvest. Encore un effort !

## **REQUIEM POUR L'ARRIÈRE GARDE**

Ce week-end la capitale a été envahie de cortèges religieux organisant parfois des prières en pleine rue. Cette fois, loin de crier au loup, la droite et l'extrême-droite y ont apporté leur onction. Il faut dire qu'on avait affaire à la grande marche funèbre de tout ce que le pays compte d'homophobes déguisés en défenseurs de la famille.

Un mauvais remake des manifestations contre le PACS qui est l'occasion de rappeler que l'égalité des droits, ça ne se discute pas.

## **DE L'ARGENT IL Y EN A, DANS LES POCHESES DU PATRONAT !**

Virgin a officiellement déposé le bilan. Pour les 1100 salariés du groupe en France ce devrait être le chômage et des indemnités ridicules. La marque ne pourrait faire mieux faute d'argent... Vraiment ? Richard Bronson, fondateur de Virgin, est à la tête de (accrochez-vous !) 3 900 000 000 \$. Il possède même une navette spatiale privée permettant d'effectuer des bonds en apesanteur pour la modique somme de 200 000 \$ par voyageur. Et il ne pourrait pas maintenir 3000 emplois ?

Les salariés ne l'entendent pas de cette oreille. Ils étaient plus de 400 grévistes mercredi 9 janvier à occuper le magasin des Champs Elysées. Avec les Sanofi, PSA et les autres, ces salariés ne sont pas isolés dans leur situation. C'est tous ensemble qu'il faut lutter !